



81 bd Cosmao-Dumanoir, 56100  
Lorient  
02 97 88 10 23  
@ [solidaires.56@orange.fr](mailto:solidaires.56@orange.fr)  
<http://solidaires56.blogspot.fr>



**Monsieur le préfet du Morbihan**  
**Monsieur le sous-préfet de Lorient**

Lorient, le 26 juin 2014

***Objet : invitation à la présentation du Pacte de « responsabilité » et de « solidarité »***

Monsieur le préfet, Monsieur le sous-préfet,

Vous avez invité notre Union départementale à une réunion de présentation des mesures du Pacte de « responsabilité » et de « solidarité », « afin d'informer et de mobiliser tous les acteurs concernés (élus, chefs d'entreprise, partenaires sociaux) ».

Mobiliser ? Oui nous nous sommes mobilisés, à plusieurs reprises, contre ce pacte, notamment le 18 mars, le 1<sup>er</sup> mai, le 15 mai derniers... Et nous poursuivons cette mobilisation, tant nous savons que le monde du travail a besoin d'autres choix, qui passent par une autre répartition des richesses, et la lutte contre la financiarisation de l'économie et contre les intérêts des capitalistes.

Partenaire social ? Solidaires n'en est pas un : nous sommes les adversaires d'une politique libérale, dont le vernis prétendu « de gauche » ne leurre plus grand monde. Nous portons les valeurs d'un syndicalisme de lutte, de transformation sociale. Nous rejetons la voie d'un syndicalisme d'accompagnement, de trahison et de collaboration avec les puissances patronales, que certaines organisations syndicales ont décidé de suivre.

« Responsabilité », « solidarité » : qui est encore dupe ?

Est-ce responsable, est-ce solidaire de faire payer aux salariés les 30 milliards captés par les actionnaires ?

Est-ce responsable, est-ce solidaire de supprimer des prestations sociales, d'augmenter des cotisations, de bloquer les salaires, les pensions, les indemnités ?

Est-ce responsable, est-ce solidaire de baisser la dépense publique et ce faisant de réduire le champ des services publics, pourtant essentiels ?

Il n'y a nullement de responsabilité dans ce pacte, ni même de solidarité. Ce pacte est imposé aux travailleuses et travailleurs : il renforce encore la privatisation des profits, et la socialisation des pertes.

Vous reprenez les termes inacceptables de « réduction du coût du travail et de la fiscalité », de « simplification administrative » que le MEDEF agite sans cesse. Rémunérer dignement un travailleur, salarié ou privé d'emploi, ce n'est pas un coût. Lui assurer une couverture sociale, une retraite, ce n'est pas un coût. Et verser une contribution commune par l'impôt, en fonction de ses ressources, c'est responsable et solidaire, et toute prétendue « simplification administrative » cache en fait des exonérations dont les plus aisés bénéficieront.

Par contre : faire un cadeau de 30 milliards, sans guère de contrepartie, aux actionnaires et grands patrons, c'est un coût que tous et toutes doivent supporter.

« Les capitalistes nous coûtent cher » : nous ne saurions donc nous asseoir autour d'une même table et ainsi laisser croire que nous partageons les mêmes objectifs, les mêmes valeurs. Nous ne viendrons donc pas.

Veillez recevoir, Messieurs, nos salutations.



Benjamin SCHÖEMANN  
Délégué départemental de Solidaires 56